



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°22 – Mai 2022

Zoom – 1^{er} discours du président chilien Gabriel Boric devant le Congrès : un cap économique placé sous le signe de l'équité et de la productivité

Le 1^{er} juin, un peu moins de trois mois après son entrée en fonction, le président chilien Gabriel Boric a présenté son « compte-rendu public », un discours délivré chaque année devant le Congrès par le président en exercice qui vise à dresser un bilan de la politique de l'exécutif sur l'année écoulée et à fixer un cap pour l'année à venir. Les mots-clés du cap économique qui a été fixé par le président Boric sont, sans aucun doute, l'équité et la productivité. Selon lui, une répartition plus équitable des revenus est une condition nécessaire pour remettre le pays sur la voie du développement. La réduction des inégalités passera donc par une série de réformes structurelles, dont l'agenda a été esquissé dans son discours. Le 1^{er} projet de réforme qui devrait être lancé serait celui de la réforme fiscale, qui devrait être présentée au Congrès au mois de juin. Il comportera un double objectif : renforcer l'équité du système fiscal (via la taxation des hauts revenus, de la richesse et des rentes minières, entre autres) et mobiliser des ressources sur le long terme pour financer l'extension du système de protection sociale. Suivra donc en août la présentation au Congrès d'un projet de réforme du système des retraites privé par capitalisation afin de transiter progressivement vers un système public plus solidaire. Suivra également un projet de réforme du système de santé pour créer un fonds de santé universel auquel tous les Chiliens seront inscrits afin de mettre en place un système également plus solidaire, tout en améliorant la qualité et l'accès aux soins. Enfin, en 2023, un projet de réforme sur l'éducation supérieure devrait être présenté pour effacer progressivement les importantes dettes des étudiants et créer un nouveau système de financement dudit système éducatif. En parallèle de ces ajustements sociaux, des réformes du travail devraient être présentées, tels que la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine (contre 45 heures actuellement) et la poursuite de la hausse du salaire minimum pour le porter à 500.000 pesos (572 euros) d'ici la fin du mandat. Afin de compenser la hausse des coûts du travail engendrée par ces réformes, le président a mis l'accent sur la nécessaire hausse de la productivité. L'objectif de l'exécutif est de renverser la tendance observée au cours de la dernière décennie, à savoir une baisse persistante de la productivité, pour la faire croître de 1,5% par an et atteindre ainsi une croissance du PIB potentiel de 4% par an (contre 2,6% pour 2022). Le président a projeté un investissement accru dans la recherche, le développement, l'innovation et la formation, mentionné la nécessité de contenir l'incertitude et également reconnu la complémentarité des investissements public et privé. Il s'est engagé à accroître l'investissement de 30% par rapport à l'année passée et à développer un plan quinquennal d'infrastructures (logistiques, numériques, sociales, entre autres). Les ministères de l'Économie et des Finances devraient par ailleurs, sur la base des recommandations du Conseil national de la productivité, préparer un agenda de réformes pour augmenter l'efficacité de la production et des services financiers. Reste à voir si ces projets de réformes, surtout ceux placés sous le signe de l'équité, pourront s'appuyer sur la nouvelle Constitution soumise à référendum le 4 septembre prochain. Le potentiel rejet du texte, et donc le maintien de la Constitution actuelle, compliquerait grandement cet agenda très ambitieux.

LE CHIFFRE À
RETENIR

4%

Objectif de croissance
du PIB potentiel

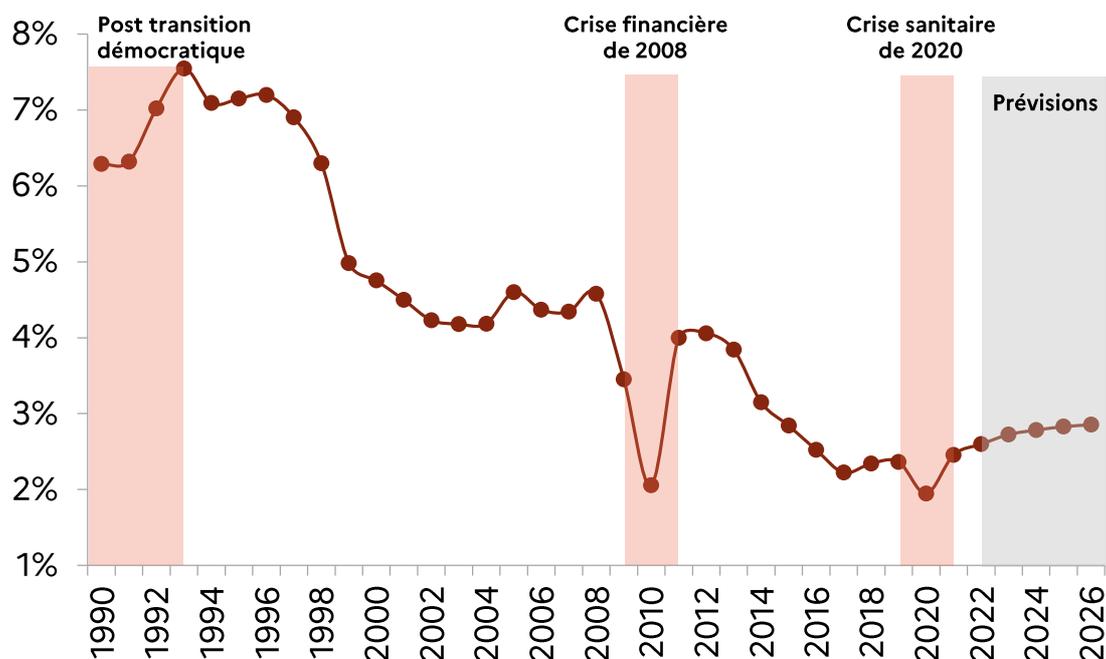
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,3%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,2%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,5%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publiques (% du PIB)	79,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,4%	-6,6%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieures (% du PIB)	55,0%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et projections - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	1,5%	0,3%	3,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	3,5%	1,5%	0,2%	4,2%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	65,1%	8,9%	8,0%	8,5%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	488,6	316,9	38,3	59,4
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Chili – Croissance du PIB potentiel



Sources : Comité consultatif sur le PIB potentiel, Direction du Budget, Ministère des Finances, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Les municipalités argentines s'engagent pour l'économie circulaire

Plus de 250 municipalités sont réunies dans le Réseau argentin de municipalités face au changement climatique (ou RAMCC), un organisme qui s'inscrit dans la continuité du Pacte mondial des mairies pour le climat et l'énergie. Ce réseau promeut et coordonne l'engagement à l'échelle municipale afin d'atténuer le changement climatique en Argentine et finance des projets permettant de réduire les émissions de CO2 des villes qui en sont membres.

Le 31 mai, la Chambre de commerce et d'industrie franco-argentine (ou CCIFA) a organisé une conférence au cours de laquelle trois municipalités argentines situées dans la province de Córdoba ont pu présenter les initiatives qu'elles avaient mises en œuvre afin de développer l'économie circulaire.

La ville de Despeñadores a pu présenter la façon dont elle faisait collaborer les secteurs public, privé et agricole pour atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU et toutes les initiatives de recyclage qu'elle avait mises en place (recyclage de pneus, de plastique PET, de bombonnes de produits phytosanitaires, de verre, etc.), ainsi qu'un programme de réinsertion des femmes victimes de violences de genre à travers la fabrication d'objets issus de matériaux recyclés intitulé « *RE – Mujeres Resilientes* » (Femmes Résilientes).

Bell Ville a eu l'occasion de présenter son programme « Intervention sociale avec des ressources renouvelables » qui conditionne le don d'aide alimentaire à la remise de

bouteilles en plastique PET pour pousser ses habitants à recycler.

Marcos Juárez a mis en avant son programme « *Separemos* » (« Trions ») créé en 2017 et qui encourage le tri sélectif dans les foyers et les entreprises de la municipalité, emploie aussi d'anciens *recuperadores* informels dans son usine de reclassification en leur permettant d'augmenter leurs revenus en revendant les matériaux récupérés, et collabore avec des entreprises situées à proximité pour réutiliser les matériaux qui peuvent l'être.

Entre 2017 et 2021, la quantité de déchets récupérés a doublé, ce qui montre un vrai succès de la campagne de sensibilisation qui a été menée dans la ville, que ce soit par des campagnes d'éducation environnementale, des visites scolaires ou des discussions et débats avec la population locale. Cette ville pionnière en la matière dans le pays souhaite désormais refaire sa place centrale afin que le mobilier urbain soit fait uniquement de matériaux recyclés, et ainsi mettre en avant l'intérêt du recyclage. Ce type d'initiatives se multiplie dans le pays.

Les provinces de La Pampa et de Córdoba signent des accords pour développer l'élevage dans le cadre du « *Plan GanAr* »

Le 27 mai, lors d'un déplacement dans la province argentine de La Pampa, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Julián Domínguez, a présenté les grandes lignes directrices du « *Plan GanAr* ».

Ce programme a pour objectif d'accroître la production et la productivité de l'élevage de viande bovine et du lait, et d'industrialiser davantage le secteur. Il viserait ainsi à faire augmenter la production de viande bovine



de près de 600.000 tonnes d'ici à 2030, avec l'objectif d'atteindre une production totale d'environ 3,6 millions de tonnes.

De plus, le plan permettrait aux bénéficiaires d'accéder à des lignes de crédit à des taux subventionnés et à des soutiens financiers par le biais d'accords spécifiques signés avec les provinces et d'autres entités publiques et privées du secteur.

Dans cette optique, le ministre Domínguez et le gouverneur de la province de La Pampa, Sergio Ziliotto, ont signé un accord pour la création d'un programme à travers lequel seront octroyés des dons « pour faire face et atténuer les urgences climatiques » pour un montant total de 200 MARS (1,7 MUSD).

Par ailleurs, lors de sa visite dans la province de Córdoba, le ministre Domínguez a aussi signé un accord pour un don de 500 MARS (4,2 MUSD) destiné à améliorer l'efficacité et la productivité du secteur de l'élevage dans la province, augmenter le poids à l'abattage et la durabilité de la production, et améliorer les conditions de travail, de distribution et de commercialisation dans le secteur.

Le président Alberto Fernández s'est rendu au Paraguay pour renforcer les liens entre les deux pays

À l'occasion de son voyage au Paraguay le 30 mai, le président argentin, accompagné du secrétaire général de la présidence, Julio Vitobello, ainsi que du ministre des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, a visité le barrage binational Yacyretá d'une capacité installée de 3.500 MW et situé sur le fleuve Paraná, à la frontière avec l'Argentine.

Pour les deux pays, le barrage binational représente une source d'énergie électrique

qui est protégée des variations des cours internationaux des produits énergétiques. Dans ce contexte, les travaux, qui sont estimés à hauteur de 350 MUSD avec une livraison prévue pour 2024, visent à accroître jusqu'à 20% la production électrique, grâce notamment à l'installation de trois nouvelles turbines Kaplan de 90 MW chacune. À terme, la fourniture croissante d'électricité par la centrale Yacyretá permettrait de répondre à l'augmentation de la demande en énergie en provenance des deux pays.

De plus, pour le Paraguay, les deux barrages hydroélectriques binationaux (Yacyretá avec l'Argentine ainsi qu'Itaipú avec le Brésil) représentent aussi une source de recettes non fiscales. Elles affichent néanmoins un net recul ces dernières années (0,9% du PIB en 2021 contre 1,2% du PIB en 2020 et 1,7% du PIB en 2019) à cause notamment du tassement de la demande brésilienne et des sous-performances qui sont induites par la sécheresse. Cette tendance pourrait ainsi se poursuivre au cours des prochaines années, avec des recettes attendues à seulement 0,7% du PIB en 2022. De la même manière, le dynamisme de la demande paraguayenne en énergie devrait, à terme, contribuer à la baisse des apports en devises des barrages binationaux dans le budget de l'État. Reste aussi l'incertitude liée à la renégociation avec le Brésil des tarifs d'Itaipú en 2023, ce qui rend difficile l'estimation de son impact *in fine* sur les finances publiques.

Pour rappel, les barrages hydroélectriques binationaux contribuent au financement des dépenses sociales paraguayennes. Dans la perspective de l'évaluation du Paraguay par le Groupe d'action financière d'Amérique latine (GAFILAT), ces apports financiers sont soumis, depuis 2021, au contrôle de la Cour des comptes dans l'objectif d'améliorer la transparence des finances publiques.

Au-delà des souhaits qui sont réitérés par les deux présidents de renforcer les relations bilatérales et de discuter sur le Mercosur, dont le Paraguay exerce la présidence tournante, la visite d'Alberto Fernández intervient alors que les restrictions sur les passages terrestres entre les deux pays, mises en place durant la pandémie, n'ont toujours pas été levées. Ainsi, ces freins aux mouvements handicapent le commerce transfrontalier traditionnellement dense.

Le commerce officiel affiche pourtant une nette reprise. Selon l'Institut argentin des statistiques (Indec), les échanges bilatéraux ont atteint 4,2 Mds USD en 2021, après un creux à 3,1 Mds USD en 2020. De plus, les exportations argentines, surtout constituées de produits liés à l'énergie et au transport terrestre, se sont élevées à 1,3 Md USD en 2021 (+47,7% sur un an). Les importations s'établissaient à 2,9 Mds USD (+31,4% sur un an) faisant du Paraguay le 4^{ème} fournisseur de l'Argentine (5% des parts de marché en 2021) derrière la Chine (21%), le Brésil (20%) et les États-Unis (9%). Les achats argentins sont notamment constitués de produits agricoles dont le soja et les bananes. Au total, la balance commerciale est restée favorable au Paraguay, à 1,6 Md USD (1,3 Md USD en 2020).

CHILI

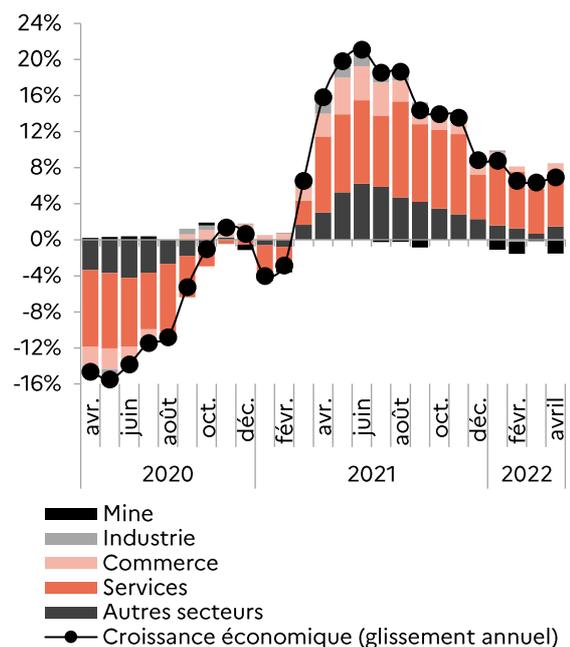
En avril, la croissance a donné des signes d'un atterrissage en douceur de l'économie

En avril, la croissance économique chilienne a confirmé sa décélération, marquant un recul de 0,3% en désaisonnalisé par rapport à mars. L'atterrissage semble toutefois moins abrupt que prévu. En effet, en glissement annuel, l'activité économique a progressé de

6,9% (+6,4% en mars). Cela a notamment permis aux indicateurs du marché du travail de légèrement s'améliorer, le taux d'activité passant à 59,7% en avril (contre 59,5% en mars) et le taux d'emploi à 55,1% (contre 54,9%), alors que le taux de chômage a très légèrement rétrogradé à 7,7% (contre 7,8%), au même titre que le taux d'emploi informel à 27,2% (contre 27,3%).

Ce sont surtout les services (+13,2% en avril sur un an après +11,1% en mars) ainsi que le commerce (+9,9% après +7,2%) qui ont contribué à adoucir la décélération de la croissance, en bénéficiant notamment des excès de liquidité restants de l'année passée encore détenus par les ménages. D'un autre côté, la production industrielle (-1,0% après +2,8%) et, surtout, l'activité minière (-9,3% après -1,2%), ont contribué négativement à la croissance, puisqu'elles ont notamment pâti de l'incertitude économique et politique qui pèse sur les décisions d'investissement.

Croissance du PIB et contributions des secteurs d'activité



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

Perception des affaires par les entreprises : pressions sur les coûts et anticipations de baisse des profits

Début mai, la Banque centrale a publié son rapport trimestriel captant la perception des affaires par les entreprises. Dans l'ensemble, les entreprises estiment que leurs résultats sont restés relativement stables depuis le début de l'année, tout comme la demande, qui a légèrement décéléré. En parallèle, elles estiment que leurs coûts ont poursuivi leur progression, contribuant ainsi à réduire leurs profits. Près de 60% des entreprises qui ont été interrogées se disaient donc insatisfaites de leurs marges.

Alors qu'auparavant la pression sur les coûts venait surtout des perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à la pandémie, elle serait désormais principalement causée par la raréfaction de certains produits du fait de la guerre en Ukraine.

Toutefois, le part des entreprises indiquant qu'elles investiront en 2022 a légèrement augmenté par rapport à l'enquête réalisée en octobre 2021 : elle est passée de 30 à 45%. Cependant, environ la moitié des entreprises interrogées ont mentionné que l'exécution de leurs investissements prévus pour 2022 est en cours d'évaluation.

Alors qu'en 2021, la situation sanitaire était le tout premier facteur de préoccupation des entreprises, il ressort des entretiens menés que l'incertitude politique et juridique liée à la rédaction de la nouvelle Constitution est désormais leur source d'inquiétude majeure pour exécuter leurs investissements.

Ainsi, les anticipations des entreprises par rapport à leurs résultats attendus d'ici un an sont désormais pessimistes. En effet, elles

s'attendent à des effets négatifs persistants sur leurs résultats, liés à la guerre en Ukraine, à la politique « zéro Covid » en Chine, mais également à une baisse de l'activité et de la demande au 2nd semestre de 2022.

De plus, elles anticipent une persistance de l'inflation au cours de l'année à venir : 79% des entreprises sondées jugent ainsi que l'inflation sera « largement supérieure » à un niveau dit « normal » (contre 58% lors de la dernière enquête en février 2022). Si cette inflation élevée et persistante ne constitue pas l'une de leurs préoccupations majeures, elles reconnaissent tout de même qu'elle pourrait impacter la consommation des ménages et *in fine* leurs résultats.

CORFO s'engage à investir avec Air Liquide pour développer l'hydrogène vert au Chili

En décembre 2021, la CORFO, l'entreprise nationale qui est chargée du développement de l'industrie du Chili, a sélectionné 6 projets industriels portant sur l'hydrogène vert. Une fois finalisés, ces projets devraient permettre d'accroître de 388 MW la capacité totale d'électrolyseurs. 1 Md USD d'investissements sera ainsi nécessaire, pour produire près de 45.000 tonnes d'hydrogène vert par an.

Cette semaine, la CORFO a signé un accord avec 3 de ces projets, qui sont portés par les entreprises Air Liquide (France), puis GNL Quintero (Chili) et CAP (Chili). Le projet AMER d'Air Liquide (pour une puissance d'électrolyseurs de 80 MW) représente un investissement de 11,7 MUSD pour CORFO, contre 5,7 MUSD pour le projet de GNL Quintero et 3,6 MUSD pour celui de CAP. Le projet AMER d'Air Liquide sera installé dans la région d'Antofagasta, au Nord du Chili.

Ces montants qui sont alloués par CORFO contribuent ainsi à la stratégie nationale sur l'hydrogène vert qui avait été définie sous l'administration de l'ex-président Piñera. Elle établit des objectifs de long terme visant à convertir le Chili comme un exportateur de premier ordre de cette nouvelle énergie.

PARAGUAY

Situation économique du Paraguay sur les cinq premiers mois de 2022

Le mois de mai a confirmé les tensions inflationnistes persistantes dont fait l'objet le Paraguay, provoquées tant par le contexte international que par des problématiques météorologiques internes au pays. De plus, malgré un marché du travail relativement épargné et un commerce international sur la voie de la reprise, ces tensions aggravent les anticipations des agents économiques et conduisent les autorités monétaires à agir.

Une dynamique inflationniste tirée de chocs d'offre exogènes. En mai, l'inflation a montré des signes d'apaisement (+0,2% sur un mois, après +1,5% sur un mois enregistré en avril ; +11,4% sur un an) après les tensions sur les prix enregistrés au cours du 1^{er} trimestre de 2022. Dans le même temps, les anticipations d'inflation restent élevées pour la fin 2022, à 8,0%, soit une augmentation de 3,5 points de pourcentage par rapport au 4^{ème} trimestre de 2021. La hausse de l'inflation au Paraguay s'explique essentiellement par l'apparition successive de deux chocs d'offre. Durant la pandémie, tant les différentes perturbations de la chaîne d'approvisionnement que les problèmes de logistique sur les livraisons commerciales ont provoqué des pénuries et une forte hausse des prix de nombreuses denrées alimentaires importées. Par la suite,

ces difficultés ont ainsi été aggravées par la hausse des cours des matières premières dans le contexte du conflit russo-ukrainien.

Face aux tensions sur les prix, l'accentuation de la politique monétaire conventionnelle.

En réponse à l'intensification de ces tensions, le comité de politique monétaire a poursuivi l'augmentation de son taux directeur pour l'établir à 7,25% au mois de mai, soit une hausse de 50 points de base par rapport au mois dernier de 200 points de base par rapport à décembre 2021. L'établissement du taux directeur à un tel seuil est un record depuis 2013. Il témoigne de l'importance des politiques monétaires conventionnelles pour le comité, dans un contexte où l'inflation, surtout causée par des facteurs exogènes, est susceptible à moyen terme de s'ancrer dans la fixation des prix et des salaires.

Une inflation doublée de prévisions fragiles en matière de croissance économique.

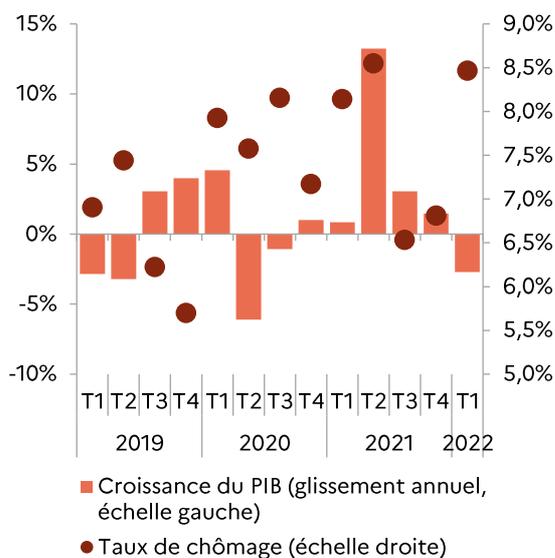
Le Paraguay poursuit dans une dynamique de stagflation. En effet, les difficultés en termes d'approvisionnement évoquées entraînent des effets de second tour sur les branches de l'industrie manufacturière qui sont liées à l'agroalimentaire et viennent donc ternir les prévisions de croissance. À ce titre, les anticipations de croissance du PIB des agents économiques publiées en mai s'établissent à 0,2% pour 2022, enregistrant une baisse de 1,8 point de pourcentage par rapport à celles émises en avril. Les attentes des agents avaient pourtant été relativement stables, à hauteur de 4% durant le 4^{ème} trimestre de 2021, avant de connaître un point d'inflexion à partir de janvier 2022 (3,7%), puis de chuter en mars (2%). Ces anticipations pessimistes sont corroborées par l'indice de confiance des consommateurs : estimé à 45,8 en mars et passé sous la barre symbolique de 50 depuis lors (un chiffre supérieur (inférieur) à 50 correspond à un optimisme (pessimisme)

des agents), celui-ci s'est maintenu au même niveau en mai. Sa moyenne durant les trois derniers mois était de 47, tandis qu'elle était de 53 durant le 4^{ème} trimestre de 2021.

Un marché du travail qui a été relativement peu affecté par les circonstances actuelles.

Pour autant, les tensions inflationnistes, peu propices à la croissance, ne semblent pas affecter le marché du travail. En effet, du 4^{ème} trimestre de 2021 au 1^{er} trimestre de 2022, le Paraguay a enregistré une hausse de 1,7 point de pourcentage du taux de chômage, ce dernier étant passé de 6,8% à 8,5% entre les deux trimestres.

Croissance du PIB et taux de chômage



Sources : Banque centrale, INE, SER Buenos Aires

Sur le volet extérieur, des exportations en léger recul et des importations dynamiques.

Durant les quatre premiers mois de 2022, les échanges commerciaux se sont élevés à 8,8 Mds USD, en hausse de 11,3% par rapport à la même période en 2021. Les exportations ont atteint 4,3 Mds USD, retrouvant leur niveau d'avant-crise mais marquant une baisse de 0,2% sur un an. En parallèle, les importations ont atteint 4,4 Mds USD, en hausse de 24,9%.

URUGUAY

Nowports, entreprise co-fondée par un Uruguayen, devient une licorne

Le 24 mai, Nowports, entreprise co-fondée par l'Uruguayen Maximiliano Casal (COO) et le Mexicain Alfonso De los Rios (CEO), a atteint le statut de licorne, c'est-à-dire d'entreprise technologique valorisée à plus d'1 Md USD. Après avoir clôt un tour de table de série C de 150 MUSD mené par SoftBank Latin America, la valorisation de l'entreprise a atteint 1,1 Md USD, lui permettant donc d'accéder à ce titre symbolique. Les autres investisseurs qui ont permis ce succès sont Tiger Global et Foundation Capital, mais aussi Monashees, Soma Capital, Broadhaven Ventures, Mouro Capital, Tencent, ainsi que Base10 Partners.

Nowports, créée en 2018 par deux ingénieurs qui se sont rencontrés à Stanford, est une plateforme numérique qui permet la gestion logistique du transport de marchandises et la facilitation du commerce international. Avec 10 bureaux dans 7 pays d'Amérique latine, dont ceux de Montevideo d'où Maximiliano Casal gère toutes les opérations, elle se définit donc comme une entreprise latino-américaine et compte 500 employés. De plus, elle a été reconnue comme une des 10 entreprises les plus innovantes d'Amérique latine selon Fast Company en 2021, et c'est la 1^{ère} logitech latino-américaine à obtenir le statut de licorne. Elle a aussi participé au programme de Y Combinator, le prestigieux accélérateur de la Silicon Valley.

C'est ainsi la 2^{ème} licorne uruguayenne après dLocal, et d'autres startups déjà avancées pourraient suivre cette dynamique dans les prochaines années, à l'instar de Smartbot,

NocNoc ou Datanomik. L'Uruguay compte sur l'économie de la connaissance pour son développement futur et souhaiterait devenir une « mini Silicon Valley », comme le montre le projet +Colonia. On y observe un essor important de startups technologiques et de services numériques et un intérêt croissant pour le Web3 et les crypto-monnaies.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)